

## *Préface*

Encore un livre sur l'Algérie française, dira-t-on en feuilletant cet ouvrage d'Alain Vincenot. Il s'en écrit tellement, de plus en plus, d'année en année, avec une accélération notable récemment, comme si le temps allait bientôt brutalement manquer, que les mémoires trop longtemps contenues étaient arrivées à leur point de rupture. Elles dégorgent l'histoire abondamment, douloureusement, avec soulagement. Devant la profusion, on pourrait croire que tout a été dit et qu'il ne reste aux historiens de demain que le détail à discuter.

En vérité, nous ne sommes qu'au début du processus. Bien que malmenée par les uns et les autres, l'histoire est connue, et ce n'est pas tant elle qui est l'objet de nos livres – elle est l'affaire des historiens, qui ont du temps devant eux pour trouver les plus petits détails. La question qui nous agite est bien plus complexe que la simple connaissance des faits. Elle est morale et interpelle au plus profond les citoyens que nous sommes, et d'abord les natifs de l'Algérie, musulmans et pieds-noirs. On peut la formuler comme suit : si notre histoire est ainsi, tragique, absurde, et combien monstrueuse dans sa chute, c'est que nous avons failli. En quoi et comment ? Pourquoi avons-nous subi cela ? Qui en est responsable ? De quoi sommes-nous, nous-mêmes, responsables ? Comment vivre avec une histoire qui n'est pas celle que nous aurions voulu voir se dérouler ? Comment, sans

rien trahir, l'écrire pour que la réalité et le récit de la réalité s'accordent un peu et nous donnent la possibilité d'être en accord avec nous-mêmes et avec l'autre ? C'est à ce débat que nous sommes conviés ces dernières années. Des auteurs courageux s'y sont engagés et nous invitent à les suivre. L'histoire n'est plus une arme ou un réquisitoire contre l'autre, ou contre soi-même, elle est un dialogue entre les acteurs de cette histoire, ou leurs héritiers, un débat auquel chacun apporte sa part.

Dans *Ce que le jour doit à la nuit*, Yasmina Khadra raconte une histoire que les uns et les autres peuvent lire sans se haïr, sans non plus tout passer par pertes et profits. C'est ce que tente de faire Alain Vincenot. En quatre temps – le temps des « bâtisseurs », ceux des « brumes », de l'« espoir trahi » et de l'« abandon » – et treize témoignages, il nous fait parcourir un siècle et demi d'histoire, avec un grand souci de vérité et de justesse. On a là tous les éléments les plus marquants, les plus significatifs, pour construire un formidable documentaire sur l'histoire de l'Algérie depuis 1830.

On peut dire qu'avec ces auteurs est venu le temps du « dialogue ». Mais quel dialogue ? Jusque-là, il a été au mieux une suite de monologues. Entre les deux, il y a une frontière, un mur de Berlin : vérité d'un côté, mensonge de l'autre. Chacun racontait son histoire et la confondait avec l'Histoire. On ignorait tout de l'histoire de l'autre et on n'acceptait de la regarder que pour la réfuter ou la réduire. Le dialogue à instaurer est celui qui permettrait à chacun de découvrir enfin l'autre. Sur quoi devrait-il porter ? Sur l'Histoire, qu'il faudrait questionner et écrire ensemble ? Ce travail a commencé avec les difficultés que l'on imagine. L'accès aux archives reste difficile, impossible concernant certaines questions sensibles. Sur la réalisation d'un acte symbolique ? Lequel ? La *repentance*, disent certains, avec ce qui en découle : des réparations de toutes sortes. C'est le scénario des caciques du FLN, repris

à son compte par le président Bouteflika. Sous couvert d'amitié, ces gens sont en réalité dans le chantage, ils disent à la France : « L'Algérie est à nous, donne-nous ta bénédiction ou il t'en cuira ». Et ils disent aux Algériens : « Regardez, chers frères, nous veillons sur votre gloire, dormez tranquilles. » La *reconnaissance*, répondent d'autres, et les indemnités qui en découlent. La France a apporté la civilisation en Algérie et laissé derrière elle un pays moderne, les Algériens doivent le reconnaître et honorer la France. « Faites-le ou déguerpissez de France et retournez à votre Moyen Âge ! », disent les plus remontés d'entre eux à leurs compatriotes d'origine algérienne et aux émigrés venus des ex-colonies.

Dialogue de sourds, discours victimaire, discours accusateur, discours revanchard. Ce n'est pas à ces faux dialogues que nous convie Alain Vincenot. Il nous invite à parler des gens et de ce que fut leur vie au jour le jour, avec ses heurs et malheurs, avec ses espoirs et ses désillusions, et de ce que furent leurs rapports à l'autre, à ces migrants venus de toute la Méditerranée, devenus français souvent avant de connaître la France et le français, à ces Français de la métropole, à ces Juifs, ces Arabes, ces Berbères, qui étaient si proches et si lointains.

Le problème s'est considérablement compliqué ces dernières années. Il y avait une sorte d'accord tacite, des deux côtés de la Méditerranée : les débats se plaçaient dans le strict cadre du fait colonial. Avec le temps, et l'émergence massive de l'islamisme et du terrorisme islamiste dans le monde, en Algérie et en France notamment, le procès s'est élargi : l'histoire coloniale est devenue l'arène où s'affronteraient l'islam et la chrétienté, le monde arabe et l'Europe, l'Occident et l'Orient, le Nord et le Sud. C'est par ce nouveau prisme que l'on regarde ce qui était jusque-là un conflit colonial classique, un problème humain d'abord, celui de deux peuples que des circonstances dont ils ignoraient tout ont placés dans

un courant qui ne pouvait, dans le contexte de l'époque, marqué par la rivalité Est-Ouest et la montée du nationalisme arabe et du tiers-mondisme, que les mener à l'affrontement. En Algérie comme en France, la problématique s'est déplacée : ici, on parle de guerre contre l'islam ; là, on parle d'invasion islamique.

Le dialogue auquel nous appelons n'a rien à voir avec cela, et encore moins avec ceux qui en vérité sont toujours dans l'esprit de la guerre. Aux uns et aux autres, nous aimerions dire ceci :

On ne parle plus d'humiliation quand on clame à longueur de temps qu'on a lavé l'affront par le sang des martyrs. L'Algérie est indépendante, et se lamenter est la négation même de l'indépendance, cela veut dire que la lutte pour l'indépendance n'a servi à rien. C'est, quelque part, regretter d'avoir réclamé son indépendance et combattu la France. La demande de repentance, lancée au moment même où le FLN et son président, M. Bouteflika, faisaient miroiter la signature d'un traité d'amitié entre les deux pays, est indécente, elle est une insulte à tous ceux, Algériens, Français et autres, qui ont œuvré à l'indépendance de l'Algérie.

On ne parle pas de reconnaissance, on ne se glorifie pas de ce que l'on a fait pour soi-même et dont on a si longtemps privé l'autre, l'indigène, l'homme invisible, l'étranger dans sa propre maison. Oui, la France a apporté la civilisation en Algérie et ses valeurs si remarquables, mais pour elle-même, pour les siens seulement. Le Code de l'indigénat (qui n'a été totalement démantelé qu'en 1958, mais aussitôt remplacé par des lois d'exception en raison de l'état de guerre généralisé sur l'ensemble du territoire algérien) est à lui seul la preuve que la civilisation était réservée aux Français, alors même que des milliers d'Algériens étaient morts pour la France sur les

## PRÉFACE

champs de bataille en Europe et que des millions d'Algériens croyaient en la France.

Notre débat n'est ni celui-ci ni celui-là. Nous voulons nous retrouver et parler de ce que nous aurions pu faire, de ce que nous aurions dû faire pour éviter la guerre et ses malheurs. Et pour voir ce que nous pourrions faire pour une réconciliation totale et définitive. La guerre est finie, il faut maintenant inventer la paix et la vivre ensemble.

Boualem SANSAL



**ON LES DISAIT PIEDS-NOIRS**





## Le temps des bâtisseurs

Et la terre d'Algérie s'est dérobée sous leurs pieds qu'on disait noirs. Sur ce bout de France caillouteux, rongé par le soleil, leur France du Sud, à 700 kilomètres de Marseille, ils n'avaient plus leur place. Ils y avaient peiné, défriché des landes, asséché des marais, creusé des puits, irrigué des vallées, fertilisé des champs, planté des arbres, bâti des villes, des hôpitaux et des dispensaires, des écoles, des lycées et des universités, des usines et des aérodromes, tracé des routes et des lignes de chemin de fer, tendu des ponts, érigé des barrages, dragué des ports, développé une administration, ouvert des commerces ; ils y avaient souffert de l'insécurité, de la famine, des épidémies et des nuages de sauterelles ; ils y avaient enterré leurs anciens...

En 1962, porté au pouvoir par un général de Gaulle pressé d'en finir avec la « boîte à chagrins » algérienne, le FLN, nouveau maître du pays à l'idéologie mâtinée de marxisme, d'islamisme et de nationalisme arabe, laissait pour alternative aux pieds-noirs « la valise ou le cercueil ». Dans la patrie de Vercingétorix, du chevalier Bayard, de Jeanne d'Arc, du bon roi Henri IV, d'Émile Zola, de Victor Hugo et de Jules Ferry, ces icônes qu'ils vénéraient, personne ne les attendait. Plus d'un million d'hommes, de femmes, d'enfants, chassés de leur terroir doux et rêche qu'ils aimaient passionnément, se métamorphosaient en fardeau. « Des vacanciers qui ne tarderaient pas à rentrer chez eux », ronronnait la thèse officielle. Le gouvernement

en minimisait l'exode, qui ravivait les mauvais souvenirs de 1940 et portait atteinte au prestige de la France.

Pour le général de Gaulle, il n'était pas question que l'exil de ces « rapatriés » désespérés et démunis entache, aux yeux des grands de la planète entre lesquels il s'évertuait à déplier un strapontin, le « succès » de ses accords d'Évian, ni que son image d'« homme providentiel ayant ramené la paix » soit écornée auprès de ses concitoyens de métropole. Il fallait s'amputer de l'Algérie. Avec grandeur. Et vite. Qu'importent les larmes des rastaquouères récalcitrants à la tchatche excentrique qui, après le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord en novembre 1942, lui avaient préféré son rival, le général Giraud, et n'entendaient rien à la marche des nations. Ils agaçaient l'homme du 18 Juin qui avait su jadis relever l'honneur de la France et se hisser à la table des Churchill, Roosevelt et Staline. Leur remue-ménage contrariait ses plans. Leurs terrasses où, dans le cliquetis des glaçons des verres d'anisette, se dégustait la *kémia*, leurs tables où défilaient *loubia*, boulettes, *chorba*, *tchoutchouka*, *calentita* et *polenta* étaient étrangères au hobereau de La Boisserie. Colombey-les-Deux-Églises ne serait jamais Colomb-Béchar-les-Deux-Mosquées. En 1954, dans le premier tome de ses *Mémoires de guerre*, le Général s'était épanché sur « une certaine idée de la France » :

Le sentiment me l'inspire aussi bien que la raison. Ce qu'il y a en moi d'affectif imagine naturellement la France, telle une princesse des contes ou la madone aux fresques des murs, comme vouée à une destinée éminente et exceptionnelle.

Charles de Gaulle ne concevait vraisemblablement pas que la princesse ou la madone qu'il sublimait roule la semoule d'un couscous, fasse griller des merguez, se délecte de *zlabias*, de cornes de gazelle et de *makrouts*, qu'elle se promène le long d'une allée moderne bordée d'eucalyptus et de lauriers roses.

Au loin : des vignes, des vergers et des champs de céréales dont les parcelles dessinaient un paysage géométrique, avec, en arrière-plan, les escarpements d'une montagne balayée par le vent qui enveloppait de poussière les maquis de lentisques et de ronces, les buissons d'asphodèles et de jujubiers. La « destinée éminente et exceptionnelle » de la princesse ou de la madone gaullienne ne croisait pas celle des pieds-noirs.

Expansifs, machos, rugueux, soupe au lait, ces « braillards » faisaient trop de bruit. Néanmoins, en 1957, ils avaient donné au monde un prix Nobel de littérature, Albert Camus, et un autre de leurs fils, Claude Cohen-Tannoudji, recevait en 1997 le prix Nobel de physique : deux anciens élèves du lycée Bugeaud d'Alger. Ils avaient même façonné une langue, parlée à grand renfort de gestes, le pataouète, patchwork de français, d'arabe, d'italien, de maltais, de catalan et de castillan.

Un chapitre de l'histoire de ce pan du Maghreb où était né, en l'an 354, saint Augustin, l'un des pères du christianisme, et qui, depuis près d'un siècle et demi, avait agrégé cinq départements à la France, s'achevait dans les faux-semblants, le sang, les larmes et l'incompréhension. Celui-ci s'était ouvert le 14 juin 1830, trente ans avant le rattachement de la Savoie à la France, avec le débarquement, au lever du jour, de militaires français sur la presque île de Sidi-Ferruch : dans la soirée, la 1<sup>re</sup> division d'infanterie, sous les ordres du général baron Pierre Berthezène, épaulée par la division Loverdo, contrôlait la place. Le roi Charles X avait confié à son armée une mission : laver un affront vieux de trois ans. Le 29 avril 1827, veille de l'Aïd el-Seghir, fin du ramadan, le dey d'Alger, représentant du sultan ottoman qui régnait sur le Maghreb, avait, au cours d'une audience rendue houleuse par des créances impayées, donné un coup de chasse-mouches au consul de France, Pierre Duval.

À Sidi-Ferruch, il n'était pas seulement question d'honneur. Les pays européens voulaient mettre un terme à la piraterie barbaresque qui depuis des siècles infestait la Méditerranée, aux

captures de chrétiens vendus comme esclaves sur les marchés d'Alger et aux cruels supplices dont Arabes et Ottomans appréciaient le spectacle. Donc, en mai 1830, six cent soixante-quinze navires, transportant plus de trente-six mille soldats, avaient levé l'ancre à Marseille et Toulon. Avant l'embarquement, le général Louis Auguste Victor de Ghaisne, comte de Bourmont, ministre de la Guerre, commandant en chef de l'expédition, avait transmis à ses troupes son premier ordre du jour : « La cause de la France est celle de l'humanité. Montrez-vous dignes de votre belle mission. Qu'aucun excès ne ternisse l'éclat de vos exploits ; terribles dans le combat, soyez justes et humains après la victoire. » Le 5 juillet, le dey d'Alger acceptait l'acte de capitulation, qui prévoyait :

L'exercice de la religion mahométane restera libre ; la liberté des habitants de toutes les classes, leur religion, leur commerce, leur industrie ne recevront aucune atteinte ; leurs femmes seront respectées. Le général en chef en prend l'engagement sur l'honneur.

La pacification de cette régence de la Sublime Porte allait durer des décennies, ponctuée de combats impitoyables et de monstruosité. En 1830, Paul Raynal, intendant militaire de l'armée d'Afrique, témoignait :

Ces bédouins sont d'effroyables gens, ils coupent une tête avec un plaisir féroce dont il est difficile de se faire une idée. Jugez-en. Dans la chaleur du combat, ils se contentent de saisir le prisonnier, de détacher la tête du tronc et de l'emporter ; mais quand ils peuvent prendre leur temps, ils commencent par abattre les deux poignets, puis ils coupent les oreilles, puis taillaient la nuque de manière à faire un tatouage sanglant, puis enfin, ils abattent le nez. Ce n'est qu'alors que leur victime cesse de souffrir en ayant le col coupé. Un de nos gens a été délivré de leurs mains après avoir supporté une bonne part de ce traitement. Ses poignets lui étaient restés, son nez et sa

nuque se recollent à l'hôpital, mais ses oreilles sont demeurées sur le champ de bataille<sup>1</sup>.

En 1834, le rapport d'une commission chargée par le roi Louis-Philippe d'enquêter sur des rumeurs flétrissait le comportement des Français :

Nous avons massacré des gens porteurs de sauf-conduits ; égorgé, sur un soupçon, des populations entières qui se sont ensuite trouvées innocentes ; nous avons mis en jugement des hommes réputés saints du pays, vénérés, parce qu'ils avaient assez de courage pour venir s'exposer à nos fureurs, afin d'intercéder en faveur de leurs malheureux compatriotes ; il s'est trouvé des juges pour les condamner et des hommes civilisés pour les faire exécuter. Nous avons plongé dans les cachots des chefs de tribus, parce que ces tribus avaient donné asile à nos déserteurs ; nous avons décoré la trahison du nom de négociation, qualifié d'actes diplomatiques de honteux guet-apens ; en un mot, nous avons débordé en barbarie les barbares que nous venions civiliser, et nous nous plaignons de ne pas avoir réussi auprès d'eux<sup>2</sup> !

L'Administration française, elle, se mettait en place. Le 14 octobre 1839, lettre du général Virgile Schneider, ministre de la Guerre, au maréchal Valée, gouverneur général :

Jusqu'à ce jour, le territoire que nous occupons dans le nord de l'Afrique a été désigné dans les communications officielles soit sous le nom de possession française dans le nord de l'Afrique, soit sous celui d'ancienne régence d'Alger, soit enfin sous celui d'Algérie. Cette dernière dénomination, plus courte, plus simple et en même temps plus précise que toutes les

---

1. Paul Raynal, *L'Expédition d'Alger 1830. Lettres d'un témoin*, Société d'Éditions géographiques maritimes et coloniales, 1930.

2. Pierre Montagnon, *Histoire de l'Algérie. Des origines à nos jours*, Pygmalion, 1998.

autres, m'a semblé devoir dorénavant prévaloir. Elle se trouve d'ailleurs déjà consacrée par une application constante dans les documents distribués aux chambres législatives et dans plusieurs discours du trône. Je vous invite en conséquence à prescrire les mesures nécessaires pour que les diverses autorités et généralement tous les agents qui, à un titre quelconque, se rattachent aux services civils ou militaires de notre colonie [*mot illisible*] dans leur correspondance officielle et dans les actes ou certificats quelconques qu'ils peuvent être appelés à délivrer, à substituer le mot Algérie aux dénominations précédemment en usage.

Nommé gouverneur général en 1840, le maréchal Bugeaud s'affichait sans détour adepte de la terre brûlée et des razzias pour lutter contre les tribus qui terrorisaient les Européens : « Le but n'est pas de courir après les Arabes, le but est d'empêcher les Arabes de semer, de récolter, de pâturer. » Le 14 avril 1844, dans *Le Moniteur algérien*, il semonçait les tribus qui ne se soumettraient pas : « J'entrerai dans vos montagnes ; je brûlerai vos villages et vos moissons ; je couperai vos arbres fruitiers... »

En 1845, une « fièvre d'insurrection » agitait le massif du Dahra. Le 19 juin, ne parvenant pas à obtenir la reddition d'un millier de rebelles réfugiés dans une grotte quasiment impenetrable, le colonel Pelissier ordonna de mettre le feu à l'entrée et d'entretenir le brasier durant la nuit. Le lendemain, on compta plus de sept cents morts. Les directives du maréchal avaient été appliquées : « Si ces gredins se retirent dans leurs cavernes, fumez-les à outrance comme des renards. »